

Démographie : «Redonnons une politique familiale à la France»

Article rédigé par , le 23 février 2017

[Source : Figaro VOX]

FIGAROVOX/TRIBUNE - Selon les chiffres de l'Insee pour 2016, le nombre de naissances en France a baissé pour la seconde fois. Pour Claire de Gattelier, les coups de rabots donnés à la politique familiale depuis 2013 sont la cause de l'amorce en 2015 de la chute des natalités.

L'Insee vient de publier le chiffre des naissances de 2016 en déficit pour la deuxième année consécutive. La chose est suffisamment sérieuse pour avoir été reprise par de nombreux médias.

Cette baisse accentue le suicide démographique prévu et annoncé par Alfred Sauvy, Gérard-François Dumont et quelques autres. Il serait tentant de mettre la baisse des naissances sur le dos du chômage et de «la crise». C'est méconnaître les leçons de l'expérience. Comparons par exemple le Royaume-Uni et la France.

Ces deux pays sont - loin derrière l'Allemagne réunifiée - les plus peuplés d'Europe. Les 25 dernières années, leur croissance démographique était identique pour arriver à un peu moins de 65 millions d'habitants en 2015. La crise économique n'a pas entamé leur indicateur de fécondité. Cependant, celui-ci a commencé à décrocher en 2013 au Royaume-Uni. De 1,92 en 2012, il est passé à 1,81 en 2014. Pourquoi?

Population et Société (Ined) de mars 2015 estime que «la baisse de la fécondité au Royaume-Uni, alors qu'elle se maintient en France, ne semble pas liée au chômage: il diminue depuis 2011 au Royaume-Uni alors qu'il a au contraire augmenté en France jusqu'en 2014. Mais elle a peut-être un lien avec la politique familiale, qui a été réformée au Royaume-Uni en 2011 et 2012, et dont les nouvelles dispositions sont entrées en vigueur en 2013.»

En effet, en 2011 et 2012 une partie de la politique familiale britannique a été mise sous conditions de ressources.

Le désir d'enfant reste stable, à 2,5 enfants par femme. Mais sa concrétisation peut être différée ou supprimée pour des raisons matérielles, financières, ou psychologiques

En France, dans le même temps, le chômage a continué à augmenter sans affecter l'indice de fécondité. C'est en 2015 qu'est apparue l'amorce de la chute de la natalité, confirmée en 2016. Le constat de l'Ined conduit à penser que les coups de rabots à la politique familiale de 2013, 2014 et 2015 sont cause de l'amorce en 2015 de la chute des natalités. L'Ined commentant les chiffres de 2015 reconnaissait en effet que «le haut niveau de fécondité s'explique aussi en partie par la politique familiale menée en France. Les dépenses en faveur des familles jouent un rôle structurel important».

Le désir d'avoir un enfant ne dépend pas plus de la conjoncture économique que des allocations escomptées. C'est une évidence. C'est pourquoi le désir d'enfant reste stable, à 2,5 enfants par femme. En revanche, sa concrétisation peut être différée ou supprimée pour des raisons matérielles, financières, ou psychologiques (incertitudes de l'avenir, de l'engagement du couple, etc.). C'est ce que reconnaît l'Ined: «Le niveau de fécondité est moins sensible aux crises économiques dans les pays ayant développé de longue date une politique familiale et un système de sécurité sociale assurant une certaine protection en matière d'emploi, de santé et de logement».

D'autres exemples confirment par les faits le lien entre politique familiale et fécondité.

Certains pays font le pari d'une relance de la natalité. Ce sont ceux qui ont été très sévèrement touchés par la crise qui a suivi l'effondrement du mur de Berlin. En réaction à un passé honni où l'Etat régenterait jusqu'à la vie privée, les gouvernements d'Europe de l'Est ont supprimé les politiques sociales et familiales, où l'on ne voyait plus qu'ingérence, en même temps que l'individualisme à l'occidental commençait à s'emparer des

esprits. Pour nombre d'entre eux, la chute démographique a été radicale. Entre 1980 et 2010, l'indice de fécondité est descendu, en Hongrie, de 1,91 à 1,25, et en Pologne, de 2,26 à 1,39. Mais ensuite, la Pologne a continué à chuter jusqu'à 1,29 en 2013 tandis que l'indice de la Hongrie est remonté à 1,44. Pourquoi?

Depuis 2010, le gouvernement hongrois a entrepris une politique familiale cohérente et dynamique, encourageant la stabilité et la fécondité du mariage.

Depuis 2010, le gouvernement hongrois a entrepris une politique familiale cohérente et dynamique, encourageant la stabilité et la fécondité du mariage. La Pologne commence seulement accorder une allocation mensuelle substantielle, à partir du deuxième enfant sans condition de ressource.

La Russie a connu le même effondrement des naissances dans les années 90. Mais entre 1999 et 2014 les naissances ont augmenté de façon spectaculaire (+ 58%), le taux de fécondité grimpa de 1,17 enfant à 1,75 tandis que le nombre d'avortements officiels est passé de 4.103.000 à 940.000. Poutine ayant déclaré que la démographie était le problème le plus urgent du pays, avait pris des mesures pour encourager et soutenir les familles. Les soldes naturels de la population (naissances moins décès) étaient redevenus positifs, de 24 013 en 2013 et de 33 688 en 2014.

Le cas suédois est bien connu. Une politique familiale, surtout dirigée vers l'accueil de l'enfant dans des structures et l'octroi d'un généreux congé parental proportionnel au salaire, a élevé l'indice de fécondité de 1,68 en 1980 à 2,13 en 1990. La montée du chômage ayant eu raison de cette politique, l'indice est retombé à 1,54 en 2000. Après un redémarrage de la politique familiale, il remonte maintenant à 1,89.

Dernier exemple: la Grèce a suivi la même trajectoire que la Pologne: elle est passée de 2,23 enfants par femme en 1980 à 1,30 en 2014. Entretemps, ce taux de fécondité est monté et descendu en fonction de l'existence ou de la suppression de l'aide au 4ème enfant.

Rien d'idéologique dans ces exemples: seulement des faits.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, saurons-nous restaurer une politique familiale cohérente pour retrouver notre équilibre démographique ou bien, préférons-nous compenser nos naissances par un surcroît d'immigration?

Claire de Gatellier